

Gauche, centre, droite et vote

Guy Michelat, Vincent Tiberj

► **To cite this version:**

Guy Michelat, Vincent Tiberj. Gauche, centre, droite et vote : permanence et mutation d'un clivage. Revue Française de Science Politique, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2007, pp.371 - 392. hal-01021770v2

HAL Id: hal-01021770

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01021770v2>

Submitted on 26 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

GAUCHE, CENTRE, DROITE ET VOTE

Permanence et mutation d'une opposition

GUY MICHELAT ET VINCENT TIBERJ

Le 22 avril 2007, les électeurs ont envoyé des signaux contradictoires quant à leurs relations à la politique, à l'offre politique et au clivage gauche-droite qui les a longtemps structurés. La participation au premier tour flirte avec le record historique de 1965, en pourcentage, mais le dépasse en termes absolus : jamais autant d'électeurs ne s'étaient déplacés pour voter. La re-bipolarisation des votes prédite récemment par Gérard Grunberg et Florence Haegel¹ est également marquante : il faut revenir à 1974 pour retrouver un niveau supérieur à 57 % du total des voix partagées par les deux finalistes. Le vote protestataire et les partis qui en profitaient ont décliné ou, au mieux, stagné. Le 21 avril 2002 et la dispersion des voix qui s'y était exprimée semblent désormais loin. Une première lecture pourrait donc conclure à un retour en grâce de la politique et des grands partis qui se disputent le pouvoir en France.

Pourtant, tous les indicateurs ne vont pas forcément vers le « retour du politique ». Dans la première vague du Panel électoral français 2007, en avril dernier, 79 % des Français interrogés considèrent que « les hommes politiques se préoccupent peu ou pas du tout des gens comme eux », 52 % d'entre eux considèrent que « la démocratie ne fonctionne pas bien », soit deux proportions similaires à celles constatées en avril 2002. Enfin, 52 % n'ont « confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner le pays », une proportion qui a diminué à mesure que l'élection se rapprochait, mais qui reste de 6 points supérieure à celle mesurée après les élections législatives de 1997. Perdure donc une part de citoyens au mieux critiques, au pire défiants, qui ont dès lors peut-être plus montré leur attachement à l'acte de vote qu'à l'offre politique traditionnelle, plus montré un rejet de certains candidats qu'un vote d'adhésion.

Enfin, on ne peut que s'interroger sur les fortes variations des scores de la gauche, de la droite et de l'extrême droite, entre les élections régionales de 2004 et le scrutin présidentiel de 2007. Au premier tour de 2002, l'ensemble de la gauche reçoit 45 % des suffrages, la droite 34,5 % et l'extrême droite 16 %. Au second tour des élections régionales de 2004, la gauche devance la droite de 13 points et devient majoritaire en voix pour la première fois depuis 1988, tandis que l'extrême droite, bien qu'absente dans certaines régions, totalise tout de même 12 % des voix, soit guère plus qu'en 2007. Pourtant, les résultats de 2007 sont presque le symétrique inverse du premier tour des élections régionales : la gauche totalise 36,5 % des voix, tandis que Nicolas Sarkozy à lui seul en obtient 31,2 %. Difficile de dire si François Bayrou est de gauche, de droite ou d'ailleurs, mais sa percée peut aussi être lue comme un refus du clivage *princeps* de la vie politique française. La situation est donc paradoxale, avec d'une part, un équilibre gauche/droite qui change massivement en moins de trois ans et

1. Gerard Grunberg, Florence Haegel, *La France vers le bipartisme ? La présidentialisation du PS et de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

d'autre part, deux mouvements opposés allant l'un vers le retour de la bipolarité française et l'autre qui s'y oppose.

Certes, des élections régionales et présidentielles ne sont pas exactement comparables, ne serait-ce qu'en termes de contexte, de niveau de participation (même si on ne compte que 5 % de différence entre l'élection présidentielle de 2002 et le deuxième tour des régionales), de candidatures ou de questions posées à l'électeur. Mais de telles variations, en un laps de temps aussi court, font douter de l'existence de noyaux durs électoraux stables. Va-t-on vers une démocratie de la mobilité où les électeurs zapperaient et passeraient d'un camp à l'autre (gauche-droite), où le « sortons les sortants » dominerait, obligeant certains candidats à prôner la rupture plus que la continuité ?

Nous avons choisi d'aborder cette problématique à partir d'un angle particulier, celui de l'axe gauche-droite, axe dont on peut se demander s'il sort renforcé ou amoindri du 1^{er} tour de la présidentielle. A-t-il encore un sens quand on constate les variations de scores des forces politiques d'une élection à l'autre ? Continue-t-il à peser sur les électeurs ou ceux-ci se sont-ils affranchis des frontières politiques qu'il traçait ? N'est-il plus désormais qu'un des modes d'organisation du politique, n'en épuise-t-il plus les logiques, surtout après la création d'un axe « ouvert/fermé », par l'installation durable de Jean-Marie Le Pen dans le champ des possibles politiques ?

Ces interrogations autour de la dimension gauche-droite ne sont pas nouvelles. Dès 1988, plusieurs politologues annonçaient son dépassement, voire sa fin, les électeurs leur donnaient parfois raison, puisque près des deux tiers pensaient ainsi, mais ils continuaient pourtant à s'y situer. Ce paradoxe s'explique aussi parce que le contenu de ce clivage change continuellement. Un électeur de 1981 aurait du mal à reconnaître le débat politique dont il a l'habitude entre le PS et la droite, s'il se retrouvait projeté en 2007 : entre le « travailler plus pour gagner plus » de Nicolas Sarkozy et le « donnant-donnant/gagnant-gagnant » de Ségolène Royal. Surtout, quand on étudie l'axe gauche-droite, il faut distinguer au moins deux dimensions qui peuvent peser sur les comportements électoraux. La première est celle de la perception de soi sur cet axe, l'appartenance à un camp ou à un autre, par définition un mélange d'affects, de valeurs et d'idéologie¹. La seconde est celle d'un mode de repérage politique, permettant à l'électeur de structurer l'espace politique, par construction abstrait, mouvant et complexe. Il se peut donc tout à fait que l'axe gauche-droite ne soit plus considéré comme pertinent par les électeurs, non parce qu'ils ne se sentent pas capables de s'y situer, mais parce que l'offre politique ne permet pas de distinguer les deux camps. Il se peut aussi que l'électeur ne se sente plus ni de gauche ni de droite, mais puisse toujours se référer aux notions de gauche et de droite pour repérer les différents candidats et programmes auxquels il est confronté.

GAUCHE ET DROITE DANS L'ÉLECTORAT

Quand on analyse, dans le Panel électoral français 2007, les clivages qui traversent l'électorat face au choix entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy le 22 avril – un choix gauche-droite des plus classiques –, on ne peut qu'être frappé par plusieurs faits.

1. Voir notamment Guy Michelat, « À la recherche de la gauche et de la droite », dans Daniel Boy, Nonna Mayer (dir.), *L'électeur français en question*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990, p. 71-105.

Alors que l'inscription à droite demeure dans ses bastions socioprofessionnels traditionnels (54 % des indépendants et 55 % des agriculteurs choisissent Nicolas Sarkozy), il n'en va plus de même pour la gauche (à l'exception des enseignants, dont 54 % préfèrent Ségolène Royal). Les membres des classes supérieures ou des professions intermédiaires, les ouvriers et les employés accordent peu ou prou la même proportion de leurs suffrages à Ségolène Royal (autour de 43 %), avec des écarts faibles face à son concurrent. En effet, elle ne le devance que de 4 points chez les ouvriers, de 1 point chez les employés, est à égalité parmi les professions intermédiaires et accuse un retard de 2 points parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures. En revanche, on voit nettement apparaître un clivage d'âge (généralement laissé au second plan des analyses) : Nicolas Sarkozy est devancé de 19 points parmi les 18-24 ans, de 12 points parmi les 25-34 ans, comble l'écart parmi les 35-49 ans, qui se répartissent alors équitablement (40 % pour la gauche, 40 % pour la droite), et il prend un avantage de 5 points parmi les 50-64 ans et de 21 points chez les 65 ans et plus.

L'âge provoquait déjà des écarts importants lors de la dernière élection présidentielle ayant opposé gauche et droite. Mais les nouveaux électeurs donnaient 49 % de leurs voix à Jacques Chirac et 44 % à Lionel Jospin, ce dernier dominait de 8 à 9 points parmi les 26-45 ans et Jacques Chirac recueillait les cinquantenaires et les seniors. Les ouvriers demeuraient un bastion jospiniste (avec près de 20 points d'avance par rapport à Jacques Chirac), mais le second groupe le plus à gauche était celui des cadres et professions intellectuelles supérieures (+ 8). Les professions intermédiaires se répartissaient équitablement entre les deux candidats, les employés donnant un léger avantage à Jacques Chirac (+ 4) et les indépendants et inactifs constituaient des bastions chiraquiens (+ 40 et + 9).

Le paysage politique entre 1995 et 2007 est donc fait à la fois de permanence et de mutation, c'est pourquoi la comparaison entre ces deux élections similaires parce que sans président sortant est particulièrement éclairante quant aux équilibres gauche-droite.

LES TEMPS DE L'ESPACE GAUCHE-DROITE

Nous disposons en 2007 de deux indicateurs de la façon dont les enquêtés se situent eux-mêmes par rapport à la gauche et la droite, l'un verbal établissant un simple clivage entre gauche et droite, permettant aux enquêtés d'indiquer leur appartenance à un camp (ou de refuser l'un et l'autre) ¹, l'autre, plus spatial, permettant à l'enquêté de se situer plus finement sur 11 positions entre les deux pôles de l'axe gauche-droite considéré comme un *continnum* ². Nous utiliserons ici l'un et l'autre de ces indicateurs.

Si on compare les résultats obtenus avec ceux-ci, on constate que 82 % de ceux qui se situent spatialement dans les cases de gauche se déclarent « plutôt de gauche », 13 % « ni de gauche ni de droite » et 3 % « plutôt de droite ». Par ailleurs, 72 % de

1. La question était : « Et vous-même, êtes-vous plutôt de gauche, plutôt de droite, ou ni de gauche ni de droite ? »

2. La question était : « On classe habituellement les Français sur une échelle de ce genre qui va de la gauche à la droite. Vous personnellement, où vous classeriez-vous sur cette échelle ? 0 signifie que vous êtes à l'extrême gauche, 10 signifie que vous êtes à l'extrême droite, et les notes intermédiaires permettent de nuancer votre jugement. »

ceux qui se positionnent dans les cases de droite répondent qu'ils sont « plutôt de droite », 20 % « ni de gauche ni de droite » et 6 % « de gauche ». Quant à ceux qui se situent dans la case du centre, 51 % se considèrent bien comme n'étant « ni de gauche ni de droite » (et 8 % ne répondent pas), mais aussi 26 % « de gauche » et 15 % « de droite ».

Entre 1995 et 2007, début et fin de l'ère Chirac, les réponses à la question « Êtes-vous plutôt de gauche, plutôt de droite, ou ni de gauche ni de droite ? » ont évolué sensiblement. En 1995, on observait presque un équilibre entre les deux camps : 39 % des Français se situaient à gauche, 38 % à droite et 20 % se situaient ni à gauche ni à droite (les « ninistes »). Douze ans plus tard, un seul groupe a progressé, celui des ninistes, puisqu'il compte désormais 28 % des électeurs, au détriment d'abord de la droite, qui baisse de 7 points à 31 %, et dans une moindre mesure de la gauche, qui baisse de 3 points à 36 %. La logique gauche-droite reste donc d'actualité, puisque deux Français sur trois continuent à se penser selon ces termes, mais l'électorat est bien devenu plus mouvant que dans les années 1990.

Surtout, les évolutions globales masquent des variations beaucoup plus contrastées au sein de l'électorat, sinon on aurait dû constater une plus grande permanence des scores entre ces deux élections. C'est ce qui apparaît clairement quand on effectue une analyse de cohortes de l'électorat en 1995 et 2007, une cohorte étant définie comme le groupe des individus nés dans la même période.

Ce type d'analyse est souvent complexe en ce qu'elle doit distinguer les effets de contexte, propres à « l'air du temps » au moment de l'enquête, des effets de cycles de vie, dus à l'âge des individus à la date de l'enquête, et des effets de générations, liés aux événements qui ont marqué une cohorte au moment où se construisaient les alignements politiques des individus et dont l'influence peut encore se faire sentir des années plus tard.

LE « NINISME » ET SA DOUBLE SOURCE

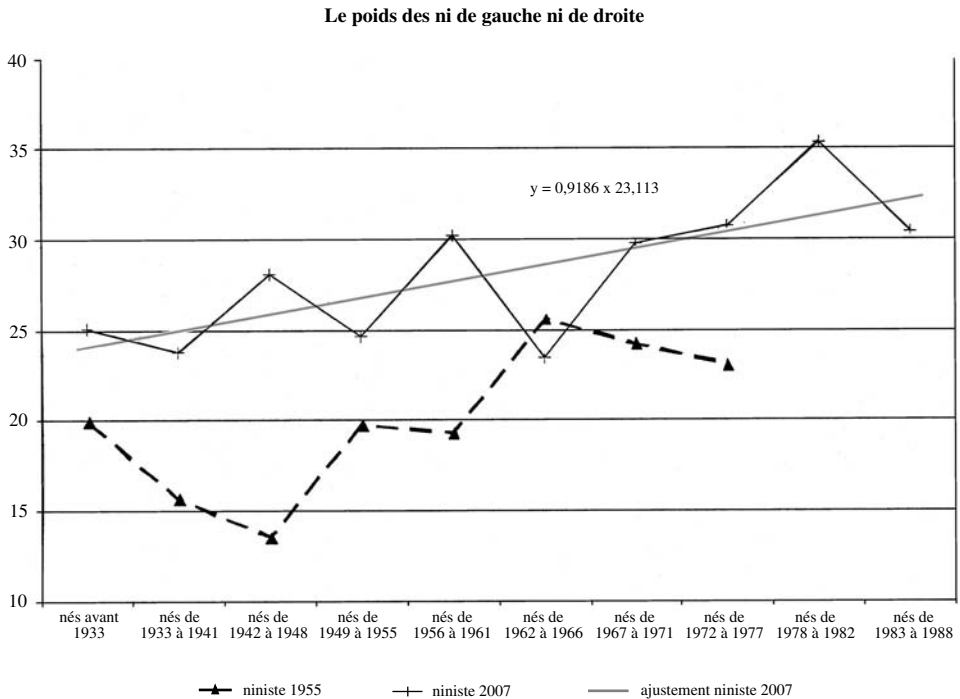
Le ninisme s'éclaire quand on compare les évolutions des cohortes entre 1995 et 2007. On pourrait penser que le ninisme est avant tout un phénomène de cycle de vie : les nouveaux entrants dans l'électorat manqueraient de certains repères politiques et donc éprouveraient plus de difficultés à se situer dans l'un ou l'autre camp politique¹. Ce n'est pas ce qui ressort de l'analyse par cohorte : si ce retard d'expérience (maturité) politique était le seul à l'œuvre, on devrait discerner une baisse de la part des ninistes parmi les cohortes 1967-1977, qui, pour la plupart, ont voté pour la première fois à une élection présidentielle en 1995. Ce n'est pas le cas, puisque la part de ninistes a progressé de 6 et 8 points pendant la période.

En fait, on observe l'action de deux phénomènes explicatifs du non-alignement politique. Le plus marquant est un effet de contexte : les deux mandats de Jacques Chirac correspondent à un accroissement de la part des ninistes dans toutes les cohortes – à l'exception d'une seule, celle des individus nés entre 1962 et 1966. Cette augmentation s'échelonne de + 5 points pour les électeurs nés avant 1933 à + 14 points pour ceux nés de 1942 à 1948. Parallèlement, on constate un effet générationnel qui nourrit le ninisme : chaque nouvelle cohorte tend à être plus non alignée que celles qui l'ont immédiatement précédée : ce gain est en moyenne de 0.9 point pour chaque nou-

1. Anne Muxel, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

velle cohorte. On remarque cependant que cet effet de long terme n'obère pas des variations de plus court terme, qui laissent à penser que d'autres phénomènes plus circonscrits dans le temps sont à l'œuvre. Ainsi, la cohorte des électeurs nés entre 1978 et 1982, dont la première élection présidentielle est celle de 2002, constitue un pic niniste (35 %), alors que les individus entrés sur la scène électorale dans l'après-21 avril ne sont que 31 % à faire le même non-choix. Si « effet 21 avril » il y a, les conséquences sur les jeunes électeurs ne sont pas les mêmes : ceux qui atteignent leur majorité au moment de la cohabitation Chirac-Jospin semblent être moins sensibles au clivage gauche-droite que la cohorte suivante, dont la majorité n'était pas encore en âge de voter en 2002.

Graphique 1. Les ninistes en 1995 et 2007 (par cohortes)

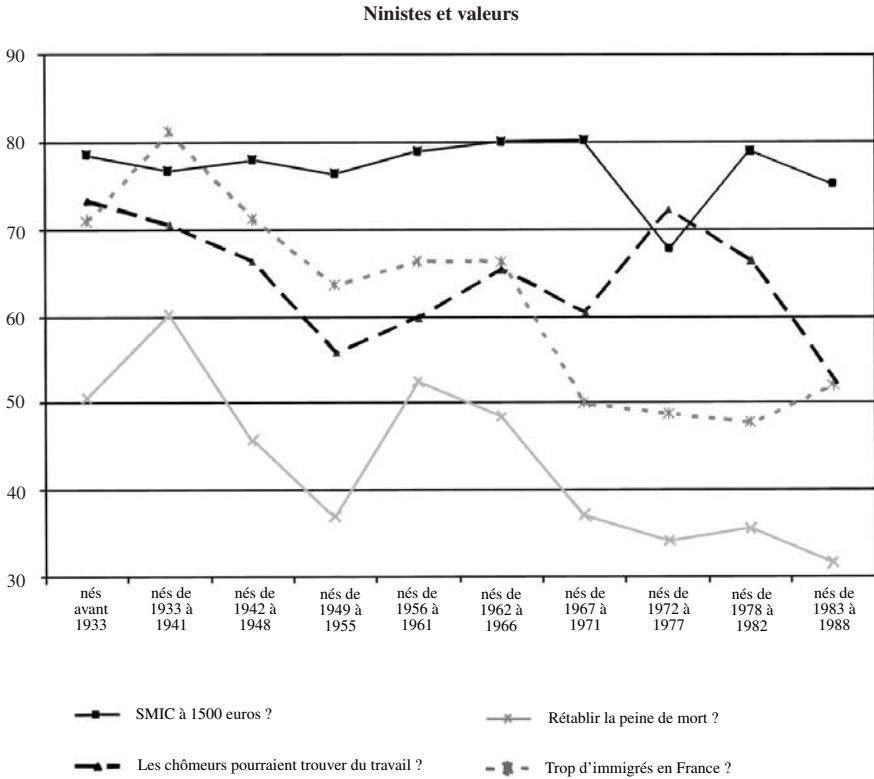


L'explication de l'augmentation des ninistes entre 1995 et 2002 s'explique donc à la fois par un effet de contexte intervenu lors des deux mandats Chirac et un effet de renouvellement générationnel. Premièrement, on peut donc y voir une crise de la représentation qui perdure, voire ici s'accroît. Deuxièmement, on peut faire l'hypothèse que le ninisme risque de progresser encore, puisque les générations les plus âgées et les moins ninistes vont être graduellement remplacées par des générations jeunes et non alignées. Si cela se vérifiait, les variations de scores électoraux constatées entre 2004 et 2007 auraient de grandes chances de se reproduire avec un électoralat dont la part de « mobiles idéologiques » va en s'accroissant. Jusqu'aux années 1980, les coalitions partisans et leurs composantes pouvaient être assurées d'un matelas de voix assez stable d'une élection à l'autre. Avec ce public plus mobile, les variations devraient gagner en ampleur.

PERMANENCES ET MUTATIONS DES VALEURS DES NINISTES

Le poids des « ni de gauche ni de droite » va aller en grandissant. L'analyse de leurs cohortes fait apparaître leurs évolutions en termes de valeurs, évolutions qui vont graduellement changer la donne pour tout candidat qui souhaiterait les séduire. Les valeurs politiques des Français se structurent autour de deux axes, l'axe économique et social (autour de la notion de libéralisme économique), qui correspond à la structure traditionnelle gauche-droite, et l'axe ouvert-fermé, qui se structure autour du libéralisme culturel constitué de l'europhobie, de la tolérance-rejet de l'immigration, des valeurs autoritaires-permissives ¹.

Graphique 2. Les ninistes et le libéralisme culturel



Sur l'axe traditionnel gauche-droite, les ninistes constituent un groupe assez homogène, empruntant à la fois des valeurs de gauche et de droite. Ainsi, l'adhésion des cohortes de ninistes à l'augmentation possible du SMIC à 1 500 euros est quasiment unanime, dépassant les 75 % dans tous les groupes, sauf un. Dans le même temps, la thématique de la « France qui se lève tôt » utilisée par Nicolas Sarkozy trouve un écho certain parmi les ninistes, puisque systématiquement, une majorité d'entre eux s'accorde sur l'idée que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils

1. Voir notamment pour une actualisation, l'article d'Étienne Schweisguth, « Le trompe-l'œil de la droitisation », dans ce numéro.

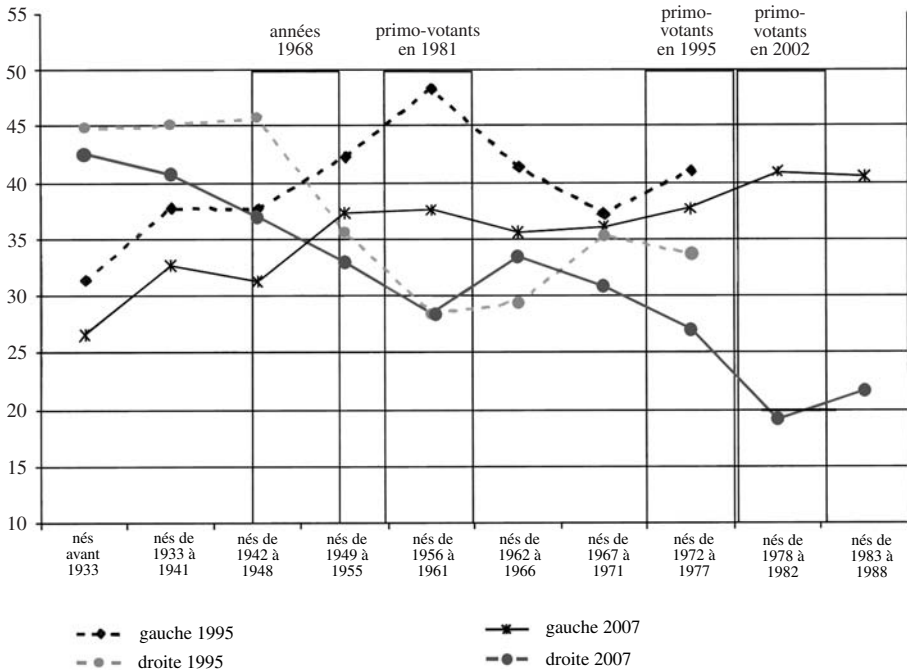
le voulaient vraiment », majorité qui dépasse les 60 % dans toutes les cohortes, à l'exception de deux, dont celle des primo-votants présidentiels de 2007 (mais leur moindre adhésion n'est-elle pas due à un rejet du président de l'UMP ?).

En revanche, les évolutions sont plus marquées sur l'axe ouvert-fermé, et tout particulièrement sur l'attitude à l'égard des immigrés. Le clivage entre anciens et nouveaux ninistes est ici très marqué. La différence est nette entre, d'une part, les cohortes les plus anciennes (nés en 1948 ou avant), qui considèrent à plus de 70 % qu'« il y a trop d'immigrés en France », celle de ceux nés entre 1949 et 1966, qui sont deux sur trois à le penser, et, d'autre part, celles où les individus, au moment de leur entrée dans la vie électorale, ont connu le FN à son apogée. Ainsi, on observe un recul de 16 points de l'intolérance entre les cohortes 1962-1966 et 1967-1971, où l'élection présidentielle de 1988 voit Jean-Marie Le Pen atteindre 14 % des votes. Depuis, les cohortes qui succèdent demeurent à un niveau relatif d'ouverture similaire. On retrouve un phénomène comparable quant à la peine de mort. Dans les prochaines élections, les ninistes pourraient donc considérablement évoluer sur ces questions : un candidat qui joue la fermeture pour l'emporter n'entrerait déjà plus en résonance qu'avec une partie des électeurs ninistes. À l'avenir, cette stratégie pourrait s'avérer de moins en moins payante électoralement.

L'ÉQUILIBRE GAUCHE-DROITE : DIFFICILE ÉQUATION POUR LA DROITE

Graphique 3. La temporalité des alignements politiques ¹

gauche / droite et cohortes



1. Dans ce graphique, les rectangles représentent les événements marquants au moment où les cohortes arrivent sur la scène électorale. Par exemple, la cohorte 1956-61 rassemble les électeurs qui, pour la première fois en 1981, vont voter à une élection présidentielle.

Quand on observe les choix respectifs des jeunes pour Ségolène Royal et des seniors pour Nicolas Sarkozy, la première explication pourrait être celle d'une montée du conservatisme avec l'âge. Mais dans ce cas, chaque cohorte aurait dû se placer plus à droite en 2007 qu'en 1995, ce qui n'est vrai que pour celle des individus nés de 1962 à 1966. En revanche, d'autres phénomènes apparaissent, notamment des effets de générations.

Le plus évident est celui qui touche les individus arrivés en âge électoral entre 1968 et 1981, qui, bien qu'atténué, tend à persister en 2007. En 1995, les différences d'alignement idéologique entre les cohortes nées avant 1942 et celles nées de 1942 à 1961 sont frappantes. Dans le premier cas, la droite flirte avec les 45 %, soit entre 8 et 14 points de plus que la gauche. Dans le second, l'équilibre est inversé, avec une avance de la gauche comprise entre 8 et 20 points. Ici, c'est bien mai 1968 et les événements qui lui ont succédé qui marquent une génération de citoyens durablement acquis à la gauche, même près de 27 ans plus tard. Cette effet de génération culmine avec la cohorte baptisée à l'époque « génération Mitterrand » pour laquelle le premier vote présidentiel correspond à la victoire du premier président de gauche de la Cinquième République. Cependant, l'effet Mitterrand ne résiste pas à la politique d'un PS au pouvoir. La gauche semble dominer politiquement, mais elle s'érode en termes d'alignement idéologique. Ainsi, dans les générations post-soixante-huitardes, on observe le plus faible écart de positionnement droite-gauche pour la cohorte qui votera pour la première fois dans la période 1986-1988. Cette érosion ne profite finalement que marginalement à la droite, qui n'évolue qu'entre 30 et 35 %. C'est la création d'une génération niniste, d'une « génération défiance » qui émerge (avec des niveaux approchant le quart des membres des cohortes nées entre 1962 et 1971, en 1995).

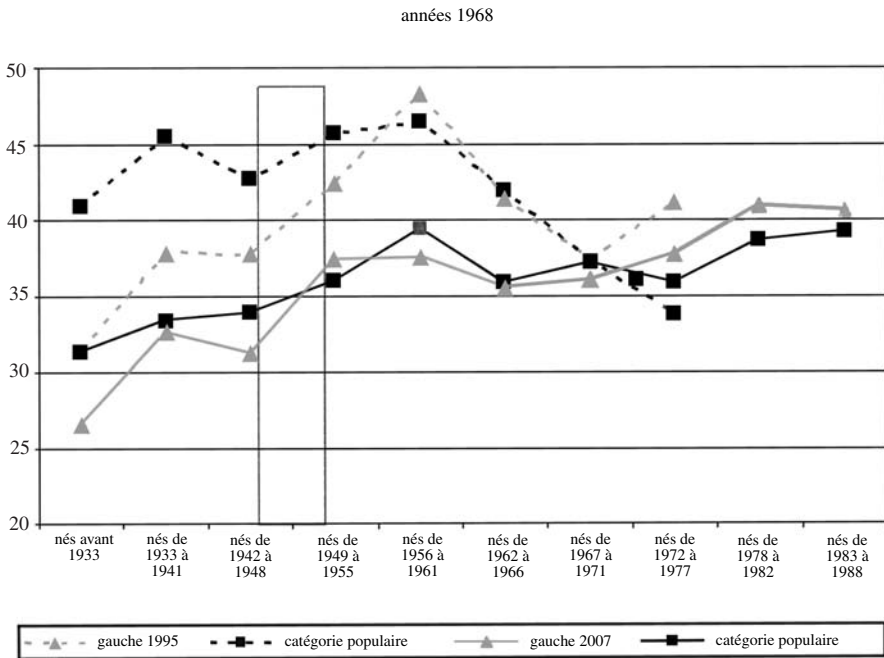
2007 voit à la fois deux continuités, une disparition et une création par rapport à 1995. La disparition est celle de la génération Mitterrand, la cohorte concernée (1956-1961) est celle pour laquelle la gauche perd le plus (10 points), la ramenant au niveau du positionnement politique des cohortes qui l'ont immédiatement précédée ou immédiatement suivie dans la vie électorale. En revanche, l'effet 68 perdure : c'est toujours entre les cohortes 1942-1948 et 1949-1955 que le basculement vers la gauche se fait ; le pays n'en a donc pas fini avec les événements de Mai 1968. C'est aussi le cas de la domination numérique de la gauche dans les cohortes nées après 1949 : jamais inférieure à 36 % (soit la moyenne de l'électorat), elle progresse même jusqu'à 40 % parmi les électeurs entrés en politique depuis l'élection de Jacques Chirac. Enfin, la nouveauté des cohortes « Chirac » est le rejet de la droite au profit de la gauche, mais surtout du ninisme. Parmi elles, la droite est proche d'un niveau de 20 %, soit 2 fois et demi moins que le niveau de la gauche dans ces générations. Si le mouvement perdure, sans compter le renouvellement générationnel qui ne manquera pas d'arriver, la droite pourrait donc s'avérer structurellement déficitaire à l'avenir, laissant le champ libre à d'autres forces moins marquées idéologiquement.

Enfin, un dernier phénomène doit être noté. Précédemment, on avait évoqué la montée importante des ninistes dans toutes les cohortes. Aucun des camps politiques n'est épargné : la gauche baisse dans toutes les cohortes, la droite dans toutes, sauf deux. Surtout, les déçus de chaque camp ne semblent pas en changer, ils se réfugient dans le ninisme.

LA FIN DE LA GAUCHE POPULAIRE ?

On l'a constaté depuis 2002 ¹, une part du vote de classe semble s'être estompée en France. Autant l'ancrage social de la droite perdure, notamment parmi les indépendants (agriculteurs et univers de la boutique et de l'atelier), autant l'alignement vers la gauche des catégories populaires s'érode. Entre désalignement, retournement, ou retour au bercail, les catégories populaires restent bien un des enjeux majeurs de toute élection, particulièrement quand on se rappelle que l'électorat populaire (actifs et retraités) constitue 49 % des voix disponibles.

Graphique 4. L'érosion de la gauche d'« en bas »



L'analyse par cohorte montre combien la relation entre gauche et catégories populaires a évolué, en partie à cause d'un effet de période, en partie par l'évolution de la gauche elle-même. 1995 constitue un bon point de départ pour expliquer ce double phénomène. Dans les générations arrivées sur la scène électorale avant les années 1968 (les cohortes nées avant 1942), les employés et ouvriers constituent un groupe qui se sur-alignait à gauche (par rapport à l'ensemble de l'électorat, l'écart est de + 10 à + 7). Cela s'explique vraisemblablement par la force de socialisation de la culture ouvrière, la période d'arrivée à la fois sur la scène politique et dans la population active se caractérisant par l'importance du sentiment d'appartenance à la classe ouvrière et par le poids du syndicalisme ouvrier et du parti communiste. Les générations qui suivent cette période (arrivée dans l'âge électorale entre 1968 et 1981) sont marquées à la

1. Voir Guy Michelat, Michel Simon, *Les ouvriers et la politique : permanence, ruptures, réalignements*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

fois par la stabilité du positionnement à gauche des catégories populaires (autour de 45 %), mais aussi par l'augmentation globale du placement à gauche du reste de l'électorat, notamment dans les catégories moyennes ou supérieures. C'est ici la théorie des « deux gauches »¹ qui prend forme : la première gauche d'origine populaire est motivée par le progressisme social et les valeurs « matérialistes » (pouvoir d'achat, salaires, égalité) et la deuxième gauche d'origine diplômée est marquée par les valeurs « postmatérialistes » (écologie, libéralisme culturel, etc.). Le sur-alignement populaire à gauche s'efface dans les générations arrivées à maturité après 1981 (cohortes nées après 1961), conséquences des mutations sociales liées aux restructurations de l'appareil productif et au chômage de masse, aboutissant à plus de tertiarisation, d'isolement dans l'entreprise, de précarité des conditions de travail, mais aussi conséquences de l'exercice du pouvoir par les socialistes et des déceptions qu'il a entraîné. La cohorte 1972-1977, qui atteint sa majorité entre 1990 et 1995 est à cet égard symptomatique : pour la première fois, les ouvriers et employés se placent moins à gauche que la moyenne de cette cohorte (33,5 % contre 41 %).

Entre 1995 et 2007, deux phénomènes sont à souligner : d'abord, on note le désalignement des catégories populaires nées avant 1956, ensuite, on constate bien que les raisons d'un positionnement à gauche n'obéissent plus à la logique sociale qui prédominait dans la France des années 1960 et 1970. De plus, les politiques publiques des coalitions dirigées par les socialistes ont mis à mal la vieille alliance entre classes populaires et gauche : parmi les ouvriers et employés des cohortes nées avant 1956, la gauche perd entre 7 et 12 points. Ce n'est qu'à partir de l'ancienne génération Mitterrand que la gauche perd autant dans les catégories populaires que dans l'ensemble de l'électorat. On peut y voir la conséquence des années Jospin, mais l'effet varie selon que l'individu a ou non connu les combats de la gauche dans les années 1970. Si c'est le cas, la « gauche plurielle » au gouvernement a vraisemblablement exacerbé le sentiment que la gauche n'était plus dans le « camp des ouvriers », d'où ce désalignement. Pour ceux qui n'ont pas connu l'ère de la gauche des années 1970, on peut faire l'hypothèse d'une meilleure acceptation du tournant réaliste vers la « troisième voie » des partis de gauche, dans les catégories populaires comme dans le reste de l'électorat.

Quoi qu'il en soit, 2007 marque bien désormais la fin du tropisme populaire prononcé en faveur de la gauche. Dans la plupart des cohortes, les catégories populaires ne s'écartent plus de l'ensemble de la population que de plus ou moins 2 points de pourcentage. Il existe peut-être toujours deux sources amenant au placement à gauche, populaire et matérialiste, diplômée et postmatérialiste, mais les catégories populaires ne diffèrent désormais plus de l'ensemble de l'électorat.

ATTITUDES À L'ORIGINE DES POSITIONNEMENTS POLITIQUES

Se placer à gauche ou à droite obéit-il toujours aux mêmes raisons quand on a, par exemple, connu les Trente Glorieuses, Mai 1968 ou uniquement Jacques Chirac au pouvoir ? Dans cette enquête sont à la fois présents des individus qui ont connu la gauche « des lendemains qui chantent » et celle qui « ne peut pas tout », certains qui

1. Voir notamment Adam Przeworski, John Sprague, *Paper Stones : A History of Electoral Socialism*, Chicago, University of Chicago Press, 1986.

sont arrivés à l'âge adulte dans l'ère des valeurs matérialistes et d'autres dans l'ère des valeurs postmatérialistes, selon la distinction d'Inglehart et sa transcription électorale par Herbert Kitschelt¹. Dès lors, on peut se demander ce qu'il en est de la thèse des « deux gauches » (n'y aurait-il pas également plusieurs droites ?). Pour y répondre, on peut se référer aux systèmes de valeurs, et notamment au modèle des deux libéralismes², l'un fondé sur les valeurs socio-économiques et l'autre sur la dimension d'ouverture ou de fermeture culturelle.

Pour analyser les évolutions entre les générations, on a scindé l'échantillon en trois, distinguant entre les électeurs nés avant 1948, qui pour la plupart appartiennent donc aux générations de l'avant-1968 et sont fortement marqués à droite, ceux nés entre 1948 et 1971, qui entrent sur la scène électorale soit pendant les années 1970, soit pendant le premier mandat de François Mitterrand, et leurs cadets. En termes de valeurs socio-économiques, 39 % des électeurs nés avant 1948 estiment positif le mot *privatisation*, ils sont 32 % parmi les plus jeunes. 51 % des premiers considèrent positif le mot *profit* et 54 % des seconds. 79 % des premiers voudraient que le SMIC soit porté à 1 500 euros contre 76 % des seconds. C'est donc la permanence des attitudes qui domine ici. Ce n'est pas le cas quand il s'agit du libéralisme culturel : 47 % des électeurs nés avant 1948 veulent le rétablissement de la peine de mort contre 28 % de ceux nés après 1971. 67 % des premiers considèrent qu'il y a trop d'immigrés, contre 42 % des seconds. 73 % des premiers privilégient la discipline à l'école, contre 46 % des seconds. Ces différences ne sont que partiellement dues à l'élévation du niveau de diplôme puisque, même en contrôlant les données par la possession du baccalauréat, la différence entre les générations demeure³.

Cependant, avant de rentrer plus avant dans la dynamique des générations, il convient de rappeler que les deux libéralismes influent toujours conjointement les placements gauche-droite. Ainsi, plus l'individu s'oppose aux privatisations, par exemple, plus il se situera à gauche : on passe de 55 % de placement à droite et 21 % de placement à gauche chez les plus favorables aux privatisations, à 14 % de placement à droite et 61 % de placement à gauche chez ceux qui s'y opposent le plus. Il en va de même pour l'attitude à l'égard des immigrés : parmi les plus anti-immigrés, la gauche rassemble 26 % des individus et la droite 43 %, et parmi les plus favorables, 72 % se situent à gauche, contre 10 % à droite. Enfin, indépendamment du niveau de libéralisme économique, le libéralisme culturel travaille les placements gauche-droite : par exemple, parmi les plus anti-immigrés, 27 % se placent à gauche s'ils sont très favorables aux privatisations, contre 69 % s'ils y sont très opposés.

Quand on modélise⁴, au sein de chacune des trois générations, la part d'explication des types de valeurs dans leur positionnement politique, on constate d'abord qu'elles pèsent bien dans les alignements politiques (les R² évoluant entre 33 % et

1. Herbert Kitschelt, *The Radical Right in Western Europe : A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1995.

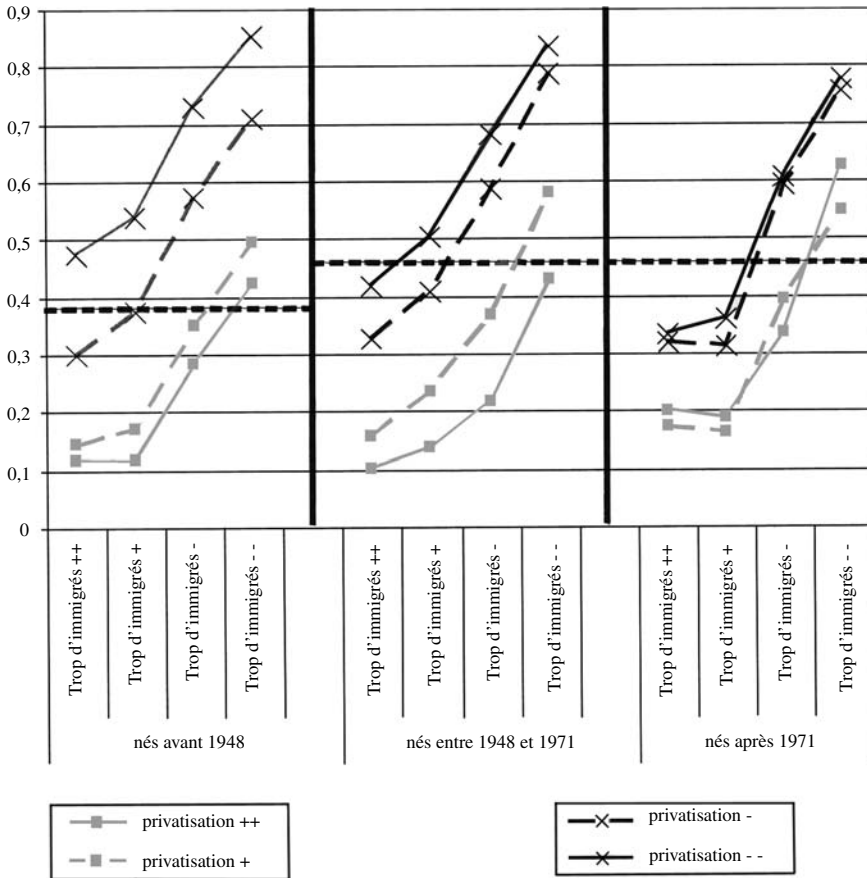
2. Gérard Grunberg, Étienne Schweisguth, « Libéralisme culturel et libéralisme économique », dans Daniel Boy, Nonna Mayer (dir.), *L'électeur français en question, op. cit.*, p. 45-70.

3. Les bacheliers nés avant 1948 sont 53 % à privilégier la discipline à l'école (soit 25 points de moins que les non-bacheliers des mêmes générations). En cela, ils sont conformes aux non-bacheliers nés après 1971 (55 % privilégient la discipline), mais largement plus autoritaires que les bacheliers nés après 1971, qui ne sont que 38 % à penser comme eux.

4. Le modèle logistique multinomial utilisé n'est pas ici reproduit, mais est disponible auprès des auteurs.

34 %), mais surtout que les types de valeurs ont des poids différents dans la détermination de ces placements. Ainsi, se dire à gauche ou à droite obéit de moins en moins aux logiques traditionnelles socio-économiques (ce qui ne signifie pas que celles-ci disparaissent) et de plus en plus aux attitudes ouvertes ou fermées ¹.

Graphique 5. Probabilité prédite de placement à gauche selon les attitudes à l'égard des privatisations et des immigrés et selon la génération



Dans les trois générations, l'auto-placement à gauche culmine quand les électeurs sont à la fois anti-privatisation et pro-immigrés : selon les générations, il oscille entre 83 % et 78 %. Il est minimal dans le cas diamétralement inverse : si le mot *privatisation* est estimé très positif et s'il y a total accord avec l'affirmation « Il y a trop d'immigrés en France », le placement à gauche varie de 11 et 21 % selon les générations. On

1. Un moyen de le mesurer est de reprendre les χ^2 produit par l'introduction de chacune des variables dans le modèle : pour les électeurs nés avant 1971, la variable « privatisation » est associée à un χ^2 de 58,8, la même dans le groupe des individus nés entre 1948 et 1971 ne produit qu'un χ^2 de 56,3 et dans le groupe des nés après 1971, un χ^2 de 34,1. À l'inverse, la variable « trop d'immigrés » est associée à un χ^2 de 26,9 dans le premier groupe, de 49,5 dans le deuxième et de 59,4 dans le troisième.

peut en conclure que les deux libéralismes concourent bien à l'alignement politique des individus, mais que leur poids respectif a évolué, comme si, dans la société française, le clivage gauche-droite épousait de nouvelles lignes, tandis que d'autres s'affaiblissaient graduellement.

Pour s'en convaincre, il convient de se pencher sur l'incidence de l'attitude à l'égard des privatisations indépendamment de celle à l'égard des immigrés. Parmi les électeurs nés avant 1948, les plus anti-immigrés, la probabilité de se placer à gauche quadruple selon que les privatisations sont perçues comme très positives (11 %) ou très négatives (48 %). C'est dans cette génération (et dans une moindre mesure dans la suivante) qu'il existe encore une gauche dont l'alignement n'est produit que par l'antilibéralisme économique. La probabilité de se situer à gauche dépasse alors largement celle de se situer à droite (48 % contre 24 %). Parmi ceux nés entre 1948 et 1970, indépendamment de leur opinion sur les immigrés, la probabilité de se placer à gauche connaît une progression comprise entre 36 % et 46 % selon le degré d'opposition ou d'approbation à l'égard des privatisations. Mais dans la génération de ceux nés après 1971, cette donnée ne fait plus varier que de 13 % à 26 % la propension à se placer à gauche. Par exemple, parmi la frange la plus anti-immigrée de la génération post-1971, la probabilité de se placer à gauche est de 20 % si les privatisations sont considérées comme très positives et de 33 % si elles le sont très négativement. Quand elles sont jugées négatives, la gauche dominait parmi les enquêtés nés avant 1948, mais chez ceux nés après 1971, son avance n'est plus que de 9 % (33 % contre 24 %).

Dans la jeune génération, l'antilibéralisme économique n'est donc plus suffisant pour fonder à lui seul un alignement à gauche. En revanche, pour les mêmes, le libéralisme culturel acquiert une prégnance suffisante pour faire basculer à gauche. Être très favorable aux immigrés correspond à une probabilité de 63 % de se situer à gauche si l'on est très favorable aux privatisations et de 77 % si l'on y est très défavorable. Autrement dit, le libéralisme culturel détermine l'appartenance à la gauche des électeurs tolérants, alors que, dans les générations précédentes, il en était une condition nécessaire, mais non suffisante. Parmi ceux nés avant 1948, 42 % des plus tolérants se placeraient à gauche s'ils sont très favorables aux privatisations, contre 35 % à droite : l'ouverture aux immigrés n'assure donc pas à elle seule le choix d'un camp. Ce n'est que si la tolérance se double d'un antilibéralisme économique que le placement à gauche domine (85 % de chances de se placer à gauche, contre 4 % à droite si les privatisations sont jugées très négatives).

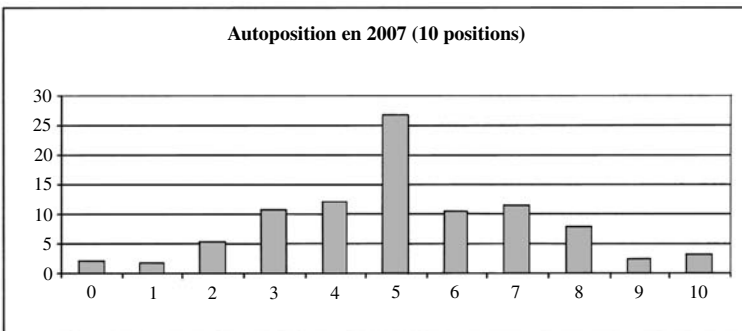
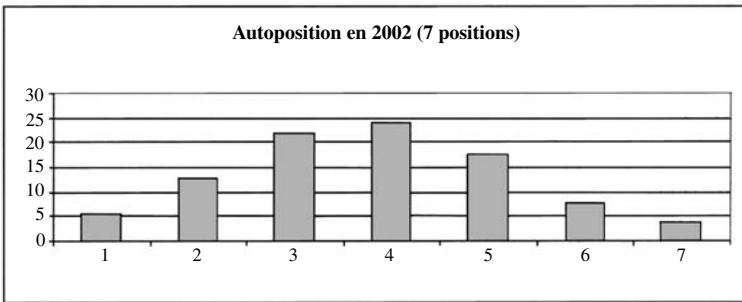
Derrière cette montée du libéralisme culturel comme fondement des alignements politiques, c'est donc à une nouvelle donne politique que l'on assiste. Dans les jeunes générations, l'économie et le social ne sont plus autant des questions centrales, comme le montre la baisse de l'incidence des privatisations sur leurs choix politiques. L'économie de marché semble être considérée comme acquise, la politique n'est plus là pour la changer, alors qu'on retrouve trace dans les anciennes générations des débats économiques qui ont marqué l'affrontement gauche/droite des années 1960-1980. Pour les jeunes générations, gauche et droite constituent désormais plus des questions de « valeurs », des oppositions d'enjeux culturels. On a évoqué ici l'immigration, mais c'est également le cas des attitudes à l'égard de l'autorité ou de l'homosexualité, par exemple. En résumé, pour les plus anciens, gauche et droite sont des choix d'abord sociaux et ensuite sociétaux, pour les plus jeunes, ce sont d'abord des choix de société. Herbert Kitschelt avait prédit la création d'une « nouvelle politique » fondée sur le post-matérialisme, la succession des générations en France est bien en train de la construire.

SE SITUER, SITUER LES CANDIDATS DANS L'ESPACE POLITIQUE

Comme nous l'avons vu, nous disposons de plusieurs moyens pour apprécier la prégnance de la dimension gauche-droite dans l'électorat. Jusqu'à présent, nous avons eu recours à l'indicateur fondé sur un clivage. Nous utiliserons maintenant l'indicateur de *continuum*. Il est logique que, selon l'une ou l'autre des questions utilisées, on retrouve à la fois des points communs et des différences. Quoi qu'il en soit, le principal constat reste que la dimension gauche-droite a toujours une signification pour les Français, puisque seulement 6 % des personnes interrogées refusent de s'y situer et qu'elle constitue pour eux une façon de structurer le champ politique.

Un indicateur de *continuum* gauche-droite a aussi été utilisé en 2002, ce qui permet de comparer les positionnements des Français aux deux dates, mais pas terme à terme, le nombre de positions proposées n'étant pas le même (7 et 10). Toutefois, on peut observer que la position centrale est choisie par 27 % de la population en 2007, contre 24 % en 2002. Mais, ce qui est plus significatif, seulement 32 % se situent à gauche de la position centrale, contre 40 % en 2002, et 35 % à droite, contre 29 % en 2002, indices d'un déplacement des Français vers la droite quand il s'agit de se définir spatialement et non verbalement.

Graphiques 6. Autoposition en 2002 et 2007



PERCEPTION DE LA POSITION DES CANDIDATS SUR UN AXE GAUCHE-DROITE

Mais surtout, la dimension gauche-droite résiste aussi dans sa fonction cognitive de repère en politique. Quand on analyse les positionnements des candidats tels qu'ils sont perçus par les électeurs ¹, on ne peut qu'être frappé par la pertinence de l'espace gauche-droite comme *continuum* : les électeurs placent les candidats de façon qui semble conforme à celle de l'analyse politique. Olivier Besancenot est placé à gauche par 61 % des électeurs et au centre gauche par 12 %. José Bové est également marqué par un positionnement à gauche, mais dans une moindre mesure (51 % à gauche, 20 % au centre gauche). Ségolène Royal domine au centre gauche (51 %), même si une partie de l'électorat la voit également à gauche (20 %), au centre (14 %) ou au centre droit (9 %). Le candidat du centre est François Bayrou (40 %), même s'il penche au centre droit (30 % des placements), puis viennent Nicolas Sarkozy et Jean-Marie Le Pen.

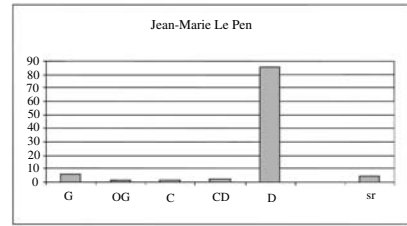
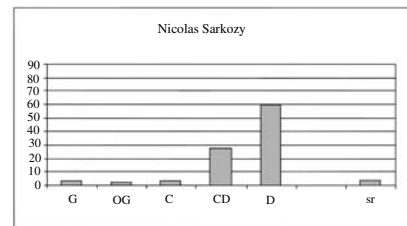
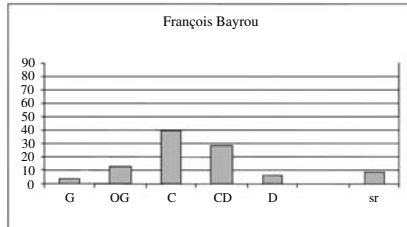
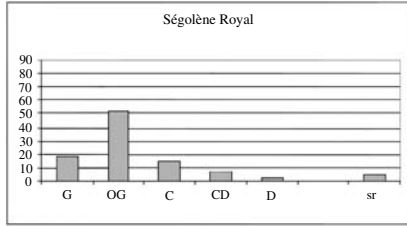
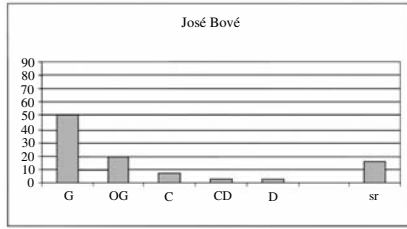
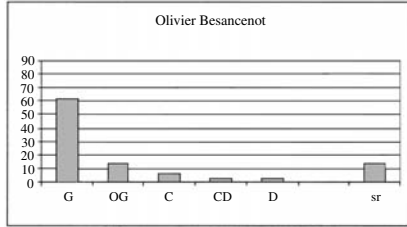
Le cas de François Bayrou est nouveau. Dans les enquêtes précédentes qui demandaient aux personnes interrogées de situer les candidats, elles assignaient à droite les candidats qui se réclamaient du centre. En 2007, François Bayrou est clairement équidistant entre les candidats socialiste et post-gaulliste. En cela, le centre est désormais incarné par un candidat reconnu comme tel par l'électorat. Cela a d'ailleurs une conséquence sur le candidat de l'UMP. En 1995, Jacques Chirac et Édouard Balladur pouvaient concourir pour incarner le centre droit, cette fois Nicolas Sarkozy est placé dans une position politique qu'il partage avec Jean-Marie Le Pen : 63 % placent le premier à droite, 82 % le second. La stratégie de Nicolas Sarkozy aboutit donc à une droitisation de son image, ce qui n'était le cas de Jacques Chirac ni en 1995 ni en 2002. Cette droitisation aurait pu d'ailleurs s'avérer problématique en ce que 53 % des centristes le placent à droite, alors que 56 % placent Ségolène Royal au centre-gauche. Autrement dit, cet électorat (27 % des répondants) devenu stratégique pour le deuxième tour tendait à considérer Nicolas Sarkozy comme plus éloigné de ses positions que Ségolène Royal.

Dans le paradigme de la domination énoncé notamment par Pierre Bourdieu, on suppose que le politique, les organisations et personnalités qui s'y affrontent constituent un champ trop complexe pour que les individus « dominés » puissent le maîtriser. On peut définir ces derniers comme étant peu diplômés, manquant donc des connaissances nécessaires pour s'intéresser à la politique, suivre la vie politique et s'y repérer. Or, ces électeurs peu diplômés et peu intéressés par la politique maîtrisent finalement bien la dimension gauche-droite ² : ainsi, Olivier Besancenot est placé par 57 % d'entre eux en position 3 ou moins, c'est également le cas de José Bové (52 %). Ségolène Royal a une position plus au centre que les deux candidats de la gauche de la gauche, mais cela reflète aussi son positionnement politique : 43 % la situent en case 3 ou inférieure, 25 % la mettent en case 4, 13 % en case 5 et moins de 10 % à droite (7-10). Pour ces électeurs, François Bayrou est bien un candidat du centre (33 % des réponses), penchant légèrement à droite puisque 16 % le mettent en case 6, contre

1. Pour faciliter l'analyse et la lecture, on a regroupé les réponses individuelles, provenant de l'indicateur en 11 positions, en cinq groupes : gauche (cases 1, 2, 3), centre gauche (4, 5), centre (6), centre droit (7, 8) et droite (9, 10, 11) auxquels on a adjoint les sans réponses.

2. Voir Vincent Tiberj, « Compétence et repérage politiques en France et aux États-Unis : une contribution au modèle de "l'électeur raisonnant" », *Revue française de science politique*, 54 (2), avril 2004, p. 261-287.

Graphiques 7. Positionnement politique des candidats



11 % en case 4. Nicolas Sarkozy est situé à droite (75 % le mettent en case 7 à 10) et Jean-Marie Le Pen, à l'extrême droite, puisque 62 % d'entre eux le mettent en case 10. Dans un cadre où les repères idéologiques tendent à se brouiller, ce gros plan sur les citoyens les moins diplômés et intéressés par la politique démontre combien, même si les candidats essaient de rebattre les cartes, la structure gauche-droite reste marquante et prégnante dans la manière dont les électeurs se repèrent.

COHÉRENCE IDÉOLOGIQUE DES ÉLECTEURS

Pour évaluer dans quelle mesure il existe une cohérence idéologique des électeurs, nous combinerons la façon dont ils se situent eux-mêmes sur un axe gauche-droite et leur intention de vote dans la première vague du PEF¹. Nous voulons répondre à deux questions.

Tout d'abord, sur un axe gauche-droite, où se situent eux-mêmes les électeurs de chacun des candidats ? Autrement dit, quelle est la composition idéologique de chacun des électors ? Y a-t-il cohérence entre la façon dont les électeurs se positionnent et la position du candidat qu'ils ont choisi, telle qu'elle ressort de l'analyse politique ?

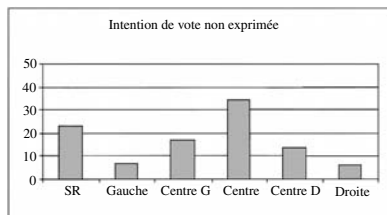
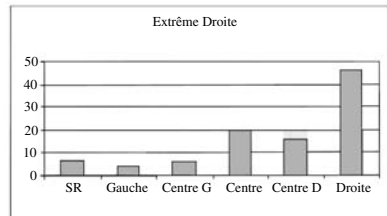
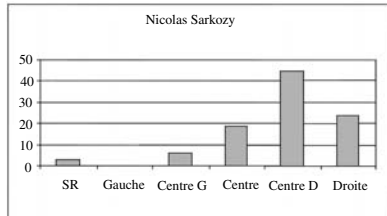
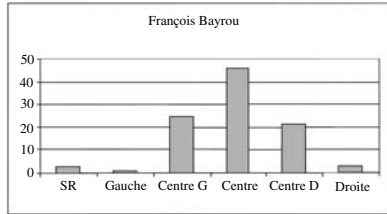
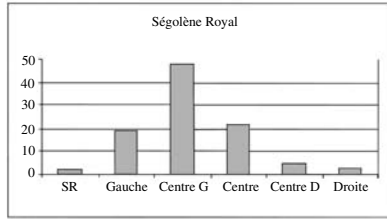
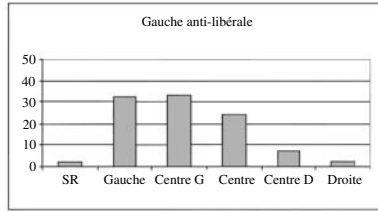
On retrouve effectivement un rangement significatif des divers électors de la gauche à la droite, depuis la gauche anti-libérale, Ségolène Royal, François Bayrou, Nicolas Sarkozy, jusqu'à l'extrême droite. L'analyse des histogrammes montre que chaque électorat se situe très majoritairement sur une seule position caractéristique du *continuum* – sauf la gauche anti-libérale, considérée comme un tout, qui se situe autant à gauche (32 %) qu'au centre gauche (33 %) –, mais 48 % des électeurs Royal se placent en centre gauche, 47 % des électeurs Bayrou se situent bien au centre, 46 % de ceux qui ont choisi Nicolas Sarkozy se placent au centre droit et 46 % de l'extrême droite se positionnent à droite.

Au final, quand on analyse la composition de l'électorat de chacun des grands candidats (ou des familles de candidats), c'est un dégradé d'origine idéologique qui apparaît, seuls les centristes constituant systématiquement une part significative de chaque électorat : plus ou moins 20 % des électeurs, de la gauche non socialiste à l'extrême droite, avec l'exception Bayrou (où ils comptent pour 45 %). Il a été question du « gauchosarkozysme », mais l'intention de « passer sur l'autre rive » s'est avérée relativement marginale : l'électorat Sarkozy se compose de 10 % d'électeurs de gauche, soit à peine plus que les « droito-royalistes » qui comptent pour 8 % de l'électorat de la présidente de Poitou-Charente. La nouveauté reste ces électeurs qui sont restés au milieu du gué, amarrés à François Bayrou : 26 % d'entre eux sont des gauchobayrouistes et 23 % des droito-bayrouistes.

Notre deuxième question vient alors. De quels segments de l'axe gauche-droite les voix recueillies par chacun des candidats proviennent-elles ? Et quels sont les comportements électoraux qui correspondent à chacune des positions définies sur l'axe gauche-droite ?

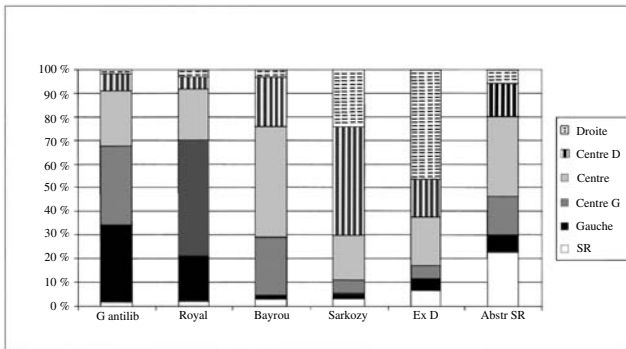
1. Précisons que cette enquête souffre, comme tous les sondages, d'une difficulté à identifier les abstentionnistes et, par là, à évaluer la participation. En effet, les interviewés tendent à minorer un comportement abstentionniste qui reste socialement indésirable. S'ajoute un biais particulier en ce que les personnes interrogées l'ont été dans le mois précédant l'élection, donc à un moment où un certain nombre d'entre elles n'ont pas encore fait leur choix.

Graphiques 8. Positionnement politique des électorats



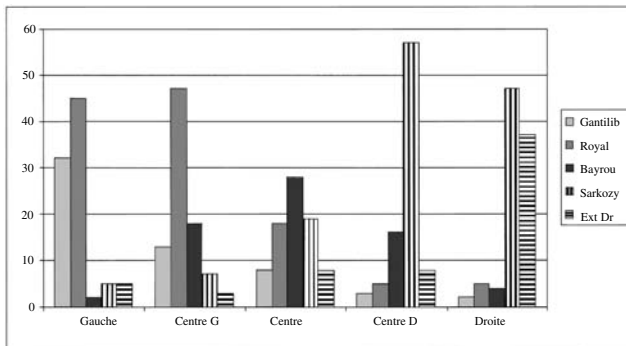
Ainsi, 45 % de ceux qui se situent à gauche votent pour Ségolène Royal (32 % pour la gauche antilibérale) ; au centre gauche, 47 % choisissent Royal, 13 % la gauche de la gauche, mais 18 % Bayrou. Le centre penche vers Bayrou (28 %), mais aussi vers Royal (18 %) et Sarkozy (19 %). Au centre droit, le choix majoritaire (57 %) se porte sur Nicolas Sarkozy, mais aussi pour Bayrou (16 %). À droite, c'est Sarkozy qui l'emporte (47 %), mais 37 % lui préfèrent un candidat d'extrême droite. À gauche comme à droite, la mécanique du vote utile a bien joué, avec un « plus » pour Nicolas Sarkozy, dont la capacité de rassemblement de son propre camp paraît légèrement supérieure à celle de sa concurrente. Il faut toutefois remarquer que l'offre de dispersion à droite était bien moins grande qu'à gauche.

Graphique 9. Composition des électorats en termes d'autoposition



Le comportement du centre et l'origine des voix du candidat centriste sont un autre argument en faveur du *continuum* gauche-droite plutôt que d'un simple clivage : parmi ceux qui se situent au centre, François Bayrou est le candidat préféré, mais il n'atteint pas les scores des deux candidats qualifiés pour le second tour dans leur électorat naturel respectif. En effet, 28 % d'entre eux se sont portés sur le président de l'UDF, contre 19 % en faveur de Nicolas Sarkozy et 18 % en faveur de Ségolène Royal. Si François Bayrou n'avait pu compter que sur ce réservoir, il n'aurait obtenu que 7,5 % des voix (soit peu ou prou son niveau de 2002), il a cependant su gagner sur ses deux ailes et ce, dans des proportions similaires : 18% des électeurs de centre gauche l'ont choisi, tout comme 16 % des électeurs de centre droit (soit respectivement 4 % et 3,5 % de l'électorat).

Graphique 10. Vote des groupes d'autoposition

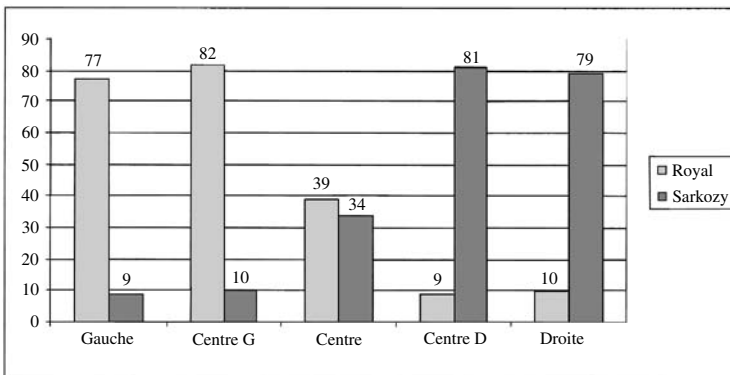


Alors qu'on peut assimiler 2002 à une élection centrifuge, avec un mouvement d'électeurs de centre gauche ou de centre droite vers les extrêmes, 2007 est une élection centripète à deux étapes. D'une part, les électors les plus à gauche et à droite ont plus souvent choisi les candidats principaux de leur camp que les candidats de la gauche de la gauche (47 %, contre 32 % pour les candidats trotskystes, communiste, altermondialiste ou vert) ou de l'extrême droite (47 %, contre 34 % pour Jean-Marie le Pen et 4 % pour Philippe de Villiers). D'autre part, les électeurs de centre gauche et de centre droit ont été attirés par le candidat centriste dans des proportions similaires.

DU CONTINUUM AU RETOUR DU CLIVAGE : LE DEUXIÈME TOUR

Le premier tour a permis l'expression d'un *continuum*, mais au second tour, le choix redevient binaire, ce qui s'avère plus complexe qu'il n'y paraît, surtout s'il l'on considère le cas de l'électorat Bayrou.

Graphique 11. Reports au 2^e tour sur Royal ou Sarkozy selon autoposition



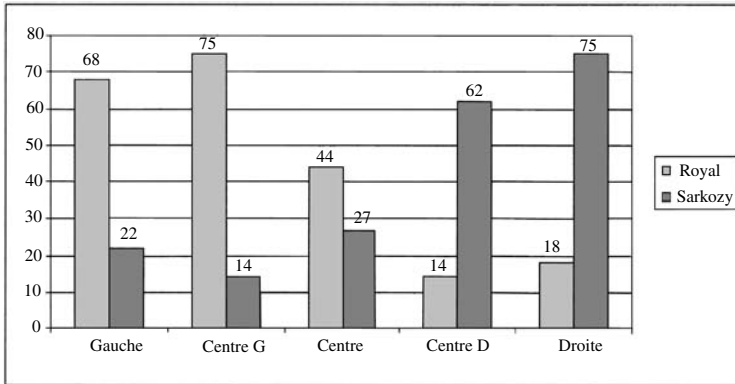
Le premier fait marquant, qui rappelle la prégnance de l'espace gauche-droite, est la proportion toujours supérieure aux trois-quarts des segments idéologiques de gauche et de droite qui se réalignent sur le candidat restant de leur camp. Les électeurs non conformes à leur tropisme idéologique restent marginaux – entre 8 et 10 % –, comme c'était déjà le cas en 1988 et 1995.

Le choix des électeurs au second tour est souvent un choix négatif¹, les électeurs des petits partis devant se reporter sur des candidats qui suscitent moins leur adhésion. Face à ce mécanisme négatif, Nicolas Sarkozy semble en meilleure position que Ségolène Royal : 14 % des électeurs de gauche n'ont soit pas choisi, soit envisagé de ne pas voter ; 7 % seulement des électeurs de droite sont dans ce cas. Nicolas Sarkozy profite d'abord du faible nombre de candidats dans son camp, ensuite d'une campagne clairement orientée à droite. Quant à Ségolène Royal, elle pâtit du nombre de petits can-

1. Voir Vincent Tiberj, « Le système partisan comme espace des possibles », dans Florence Hagel (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 287-320.

didats, qui, bien que marginaux en termes de scores, lui ont quand même été préférés, et vraisemblablement aussi d'une campagne plus axée sur la tentation du centre. Cependant, elle en profite au second tour, puisque le pourcentage de centristes qui se reportent sur elle dépasse de 5 points la proportion des reports sur Nicolas Sarkozy. Enfin, il faut souligner que, au moment pré-électoral de l'enquête, 27 % des centristes soit allaient s'abstenir, soit n'avaient pas encore fait leur choix.

Graphique 12. Vote prévu au 2^e tour des électeurs Bayrou du 1^{er} tour selon autoposition (duel Royal-Sarkozy)



Pour les électeurs de François Bayrou, on observe un double phénomène : c'est d'abord le retour au bercail qui domine, mais aussi la continuation de la traversée du gué. Les électeurs d'un camp, gauche ou droite, sont entre 62 % et 75 % à se reporter sur le candidat restant en lice correspondant à leur tropisme idéologique. Mais alors que les électeurs non conformes ne comptent que pour 8 à 10 % au niveau global, leur proportion augmente dans l'électorat Bayrou (par un facteur compris entre 1.5 et 2). Ici s'éclaire une des raisons du vote Bayrou : l'insatisfaction de certains électeurs face au candidat de leur camp. Dans ce cas précis, le rejet de Nicolas Sarkozy ou de Ségolène Royal entraîne un vote pour le candidat qui, pourtant, en est le plus éloigné. Enfin, Ségolène Royal pouvait sembler en position de force pour conquérir le centre puisque qu'elle rassemble presque deux fois plus d'électeurs Bayrou centristes que Nicolas Sarkozy. On peut y voir l'incidence des stratégies respectives des deux finalistes. Il s'avère que l'électorat du MoDem s'est finalement connecté sur le président de l'UMP plus que sur la candidate socialiste ¹.

Guy Michelat est directeur de recherche émérite CNRS au Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po). Ces dernières années, il a notamment publié : (avec Julien Potel, Jacques Sutter), *L'héritage chrétien en disgrâce*, Paris, L'Harmattan, 2003 ; (avec Michel Simon) *Les ouvriers et la politique. Permanences, ruptures, réalignements (1962-2002)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004. Il a également

1. Nous souhaitons ici grandement remercier Viviane Le Hay et Flora Chanvril pour leur dévouement et leur travail considérable sur les données et la gestion des terrains du Baromètre politique français et Panel électoral français.

codirigé avec Jacques Maître *Religion et sexualité*, Paris, L'Harmattan, 2003. Depuis 2001, il analyse avec Nonna Mayer les résultats de l'enquête par sondage de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, pour son rapport annuel. Ses recherches portent sur les relations entre attitudes et comportements politiques et religieux, l'univers des croyances, les représentations de la laïcité, le racisme et l'antisémitisme (Cevipof, 98 rue de l'Université, 75007 Paris <guy.michelat@sciences-po.fr>).

Vincent Tiberj est chargé de recherche FNSP au Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po). Il a récemment dirigé avec Sylvain Brouard l'enquête « Rapport au politique des Français issus de l'immigration », publiée sous le titre : *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005. Ses publications les plus récentes sont : « Le système partisan comme espace des possibles », dans Florence Haegel (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 287-319 ; (avec Florent Gougou, Soline Laplanche-Servigne, Camille Peugny) *Les mots des présidentielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007 ; (avec Mariette Sineau) « Candidats et députés français en 2002. Une approche sociale de la représentation », *Revue française de science politique*, 57 (2), avril 2007, p. 163-185. Spécialisé dans les comportements électoraux et politiques en France, en Europe et aux États-Unis et la psychologie politique, ses travaux portent sur les modes de raisonnement des citoyens « ordinaires », la sociologie politique des inégalités sociales et ethniques, la sociologie des élites et la décision électorale en France et aux États-Unis (Cevipof, 98 rue de l'Université, 75007 Paris <vincent.tiberj@sciences-po.fr>).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

GAUCHE, CENTRE, DROITE ET VOTE : PERMANENCE ET MUTATION D'UNE OPPOSITION

L'élection présidentielle de 2007 a envoyé un message paradoxal quant à la division gauche-droite : d'une part, on assiste à un mouvement de re-bipolarisation qui semble la renforcer, mais d'autre part, l'éclosion du vote Bayrou a rendu plus poreuse les frontières entre les lignes d'opposition classiques. Dans cet article, les auteurs éprouvent la pertinence de l'axe gauche-droite selon deux approches. D'abord, à travers le prisme de l'analyse par cohortes, ils observent les transformations de ce que gauche et droite veulent dire aujourd'hui. Ensuite, ils s'interrogent sur l'actualité de cette opposition trop souvent dite dépassée dans les déterminants du vote du 22 avril 2007.

LEFT, CENTRE, RIGHT, AND VOTE : PERMANENCE AND CHANGE OF AN OPPOSITION

The 2007 presidential election sent a mixed message regarding the traditional French left-right divide : on the one hand, the electoral results demonstrate a re-bipolarization process which seems to reinforce the left-right opposition ; but, on the other hand, the uprising of the Bayrou electorate takes its roots from the increasing proportion of individuals crossing the traditional ideological borders. In this article, the authors question the pertinence of the left-right divide by using two methods of analysis. Firstly they focus on the transformation of the meaning of left and right through a cohort analysis. Secondly, they question the strength of the left-right divide, too often said outdated, as a voting determinant in the electoral choice of April 22nd 2007.